en accordant une représentation égale au gouvernement librement élu de la République allemande et au régime communiste de l'Allemagne orientale. A cet égard, les discussions ont conduit à une impasse.

De même, en ce qui a trait à l'Autriche, lorsque les ministres des Affaires étrangères de l'Ouest, dans un effort pour en arriver enfin à un traité de paix avec l'Autriche, acceptèrent les propositions soviétiques antérieures, la délégation de la Russie soumit de nouvelles conditions, étrangères à la question, si bien qu'on se trouva de nouveau dans une impasse. Les résultats négatifs, à l'égard de ces articles du programme, n'ont dû apporter aux peuples de l'Allemagne et de l'Autriche, tout comme à nous du reste, que déception et désillusion.

Le premier article de l'ordre du jour portait sur les moyens d'atténuer la tension internationale et sur la convocation d'une conférence à cinq. Sur ce dernier point, il a été convenu, comme la Chambre le sait, qu'une conférence aurait lieu à Genève, à compter du 26 avril, pour la discussion du traité de paix coréen et de la guerre d'Indochine. Je traiterai plus à fond ces questions un peu plus tard.

Le 29 ou le 30 janvier, alors qu'il était question des affaires internationales, j'ai dit à la Chambre que, selon moi, malgré certaines concessions peu importantes et des paroles rassurantes de la part des successeurs de M. Staline en URSS, rien de ce qui s'était produit jusque-là n'était de nature à nous porter à croire à un changement des objectifs fondamentaux dont s'inspire la politique étrangère des Soviétiques, ni que les chefs soviétiques fussent vraiment disposés à accepter une solution raisonnable des principaux problèmes internationaux. Un examen soigneux de tous les rapports relatifs à la conférence de Berlin au sujet de l'Allemagne, de l'Autriche et, en général, de la sécurité de l'Europe semblent confirmer ce que j'ai avancé le 29 janvier. Rien n'indique que les objectifs fondamentaux dont s'inspire l'Union soviétique en matière de politique étrangère soient modifiés. Monsieur l'Orateur, on a repris la même ritournelle à Berlin, bien qu'on y soit allé un peu plus en douce, ce dont il faut se féliciter, je suppose.

L'un des objectifs de l'Union soviétique en matière de politique étrangère tend à séparer les alliés d'Europe (d'autres alliés aussi, à la vérité) des États-Unis d'Amérique, à rompre le solide édifice de l'unité occidentale. A Berlin, M. Molotov a certes bien fait voir que tel était vraiment l'un de ses buts principaux. Toutefois, nous pouvons tous nous réjouir de ce qu'il a manqué son but. De fait, les

[L'hon. M. Pearson.]

tactiques russes ont servi à consolider, à mon avis, l'unité des délégations occidentales en face des problèmes internationaux. Le travail d'équipe et la tactique des ministres des affaires étrangères des pays occidentaux, à Berlin, en tous points admirables à mon avis, ont peut-être bien augmenté chez les peuples du monde libre le sens d'un but commun. L'affermissement de l'esprit de la communauté atlantique pourrait être considéré, à mon avis, comme un des résultats pratiques de la conférence.

L'attitude adoptée par la délégation soviétique, son refus de consentir à l'unification de l'Allemagne, accompagnée d'élections libres, ainsi qu'au traité de paix avec l'Autriche, ont également servi à faire disparaître les illusions qu'on pouvait nourrir au sujet de la ligne de conduite soviétique, si toutefois on en avait encore. Peut-être ce résultat devrait-il également figurer parmi les réalisations pratiques de la conférence. Il faut d'ailleurs constater, avec mélancolie peut-être, que, dans le monde où nous vivons, chaque pas qui nous mène à la suppression ou à la limitation de vains espoirs devrait compter comme un progrès, car les illusions peuvent être dangereuses. Déblayer le terrain de toute illusion et envisager la situation telle qu'elle se présente, voilà qui permet davantage de formuler et de réaliser, en définitive, des espoirs solides en ce qui concerne la paix, et de se faire à cet égard un idéal accessible.

Depuis la conférence de Berlin les pays d'Europe occidentale ont réalisé quelque progrès dans la voie menant à l'établissement de la Communauté européenne de défense. En Belgique, par exemple, le sénat a approuvé un projet de loi tendant à ratifier le traité de la Communauté européenne de défense qu'avait adopté précédemment la chambre des représentants. Aux Pays-Bas, les dernières étapes de la ratification officielle ont été franchies. Dans la république fédérale d'Allemagne, le parlement a approuvé les amendements constitutionnels visant à dissiper tout doute quant au droit de la république allemande de participer à la défense de l'Ouest. Ni en France ni en Italie cependant, le débat parlementaire officiel sur la CED n'est encore commencé. Nous devons espérer qu'il débutera bientôt.

Comme je l'ai dit dans ma dernière déclaration, le gouvernement canadien s'est réjoui de constater que nos amis d'Europe entendent unir leurs forces pour favoriser la défense et la collaboration continentales. Nous n'avons pas proclamé que la CED est l'unique moyen d'y parvenir mais nous avons appuyé cette communauté parce que nous y voyons un mode d'action satisfaisant, le seul, de fait, qu'on ait officiellement proposé. En outre,